

Conférence de presse conjointe de MM. Jacques Chirac, Président de la République, Gerhard Schroeder, chancelier allemand et Tony Blair, Premier ministre britannique, sur les réunions de coopération politique entre la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne, l'effort de l'UE pour accroître sa compétitivité et adapter ses politiques de protection sociale et l'accord sur l'abaissement du taux de TVA pour la restauration en France, Berlin le 18 février 2004.

LE CHANCELIER SCHROEDER - Je voudrais, Mesdames et Messieurs, vous accueillir très chaleureusement ici, à la Chancellerie, et vous remercier d'être venus si nombreux.

Nous avons eu d'excellents entretiens aujourd'hui, avec nos collègues, pendant deux heures et demie. Nous avons cherché à voir comment donner un nouveau mouvement à ce qui a été décidé à Lisbonne. Nous voulons faire de l'Europe le plus grand marché du monde, le marché le plus concurrentiel du monde.

Tout d'abord, nous devons bien avoir conscience que la prospérité pour les hommes et les femmes de nos pays, pour l'Europe et ses habitants, ne pourra être assurée dans la durée que si, dans le domaine de la connaissance en nouveaux produits et en nouvelles possibilités de travail, nous serons capables d'être champions du monde ou de le devenir quand nous ne le sommes pas.

Cela suppose que nous devons mettre beaucoup plus l'accent sur l'innovation que par le passé. Innovation, cela veut dire renforcer la recherche et le développement. Cela veut dire arriver, à partir de la recherche et du développement, à de nouveaux produits, de nouvelles familles de produits, pour offrir de nouvelles possibilités d'emploi. Mais cela n'est que l'une des faces de la médaille qui a constitué nos discussions et sur laquelle nous sommes d'accord. L'autre face de cette médaille, c'est que, dans le cadre d'une situation économique transformée dans nos pays en Europe et dans le monde, il faut que nos systèmes de protection sociale soient transformés. Non pas pour les détruire, bien au contraire, ce n'est que si nous transformons ces systèmes de protection sociale que nous pourrions les préserver, ce n'est que si nous les transformons que nous pourrions les financer.

Cette nécessité s'accompagne de deux grandes tendances auxquelles sont confrontés nos deux pays. D'une part, il s'agit de ce que l'on appelle la mondialisation, une division du travail international d'une ampleur sans précédent, avec pour conséquence qu'il y a des intensifications de concurrence positives d'un côté, mais qui retentissent aussi sur les marchés de l'emploi. Et l'autre grande tendance, c'est que nous avons des sociétés où les gens vieillissent et vieillissent

en meilleure santé. Il faut s'en réjouir. Mais la conséquence, c'est que les prestations sortent des systèmes de transferts sociaux : santé, retraite. Ces prestations sont payées plus longtemps et pour cette raison, le financement de ces transferts sociaux est plus difficile. Voilà pourquoi nous devons ajuster les systèmes de protection sociale aux nouvelles conditions qui prévalent notamment dans l'économie. D'autre part, nous devons ajuster ces systèmes pour dégager les ressources permettant d'investir dans les secteurs d'avenir que nous avons définis.

Voilà ce dont nous avons parlé aujourd'hui et il est apparu clairement que nous avons toute une série de problèmes en commun avec, par conséquent, toute une série de conséquences communes de ces problèmes dans tous nos pays. Les processus de réformes nécessaires sont à plein régime, comme l'adaptation des systèmes de protection sociale aux nouvelles conditions économiques. Les différences dans ces réformes ne sont pas grandes parce que la différence des problèmes n'est pas grande.

Il s'agit maintenant de définir les champs d'innovation dans l'avenir et de renforcer les efforts, matériellement, dans ces domaines. Ce que nous avons décidé, ce que nous avons convenu ensemble concerne le développement de nos pays mais cela concerne aussi le développement de l'Europe. Ces deux choses sont indissociables. Ce qui est positif dans nos pays est aussi positif pour l'Europe. Voilà pourquoi il est évident qu'à travers ces impulsions que nous avons fixées, nous donnons aussi des impulsions au développement de l'Union européenne, dans l'optique de la stratégie de Lisbonne.

Voilà ce que je pouvais vous dire en guise d'introduction, sur la présentation des résultats de nos échanges. Nous avons formulé une lettre commune que nous allons adresser à la Commission, à la présidence irlandaise et, bien sûr, à l'ensemble de nos collègues du Conseil européen. Lettre qui résume nos travaux, le résultat de nos travaux. Je vais informer moi-même demain la présidence des résultats de nos discussions. Il s'agit de discussions à la fois ouvertes et, comme vous le voyez, publiques.

LE PRESIDENT ' Je voudrais simplement remercier chaleureusement le Chancelier qui a pris cette initiative et qui a organisé cette réunion de façon particulièrement positive nous permettant, et il en a résumé l'essentiel, d'apporter une contribution importante par notre réflexion, par notre expérience, à la Commission et à la présidence irlandaise, dans le cadre notamment de la préparation du prochain Conseil européen.

Cette réflexion a porté -le Chancelier l'a dit et je ne développerai pas les choses- sur la nécessité d'un effort plus important en matière de recherche et en matière d'enseignement supérieur, d'autre part sur la nécessité d'une dynamique plus organisée en ce qui concerne les questions économiques internationales et enfin d'un effort pour assumer de façon socialement positive les réformes qui par ailleurs s'imposent, si nous voulons éviter de voir notre système nous conduire à des situations tout à fait dramatiques dans les vingt ans qui viennent. J'ajoute que nous devons faire face, et nous en sommes bien conscients, au vieillissement de notre population et en tirer, là-aussi, un certain nombre de conséquences. Donc je ne peux que souscrire à ce qui a été évoqué à l'instant par le Chancelier et dire mon complet accord sur les conclusions qu'il en a tirées.

Un point qui intéresse plus particulièrement la presse française, mais le Chancelier me le permettra et les journalistes étrangers, aussi : nous avons conclu avec le Chancelier notre discussion sur le problème de l'autorisation donnée à la France de réduire le taux de TVA sur la restauration et de faire cette réforme en 2006. Je comprends que cela puisse provoquer quelques sourires, ici ou là, cela ne provoque pas de sourire du tout en France. Au contraire, il y a une attente extrêmement grande pour ce problème. Donc, je voulais simplement remercier chaleureusement le Chancelier et l'ensemble des autorités allemandes pour avoir bien voulu marquer leur compréhension à l'égard d'un problème spécifique touchant l'emploi dans notre pays.

LE PREMIER MINISTRE BLAIR ' Je souhaiterais, moi aussi, remercier le Chancelier SCHROEDER d'avoir organisé cette réunion, une réunion tout à fait constructive et utile. Cette réunion tombe à point, dans la mesure où elle précède le sommet social du printemps. Ceci cadre tout à fait avec les efforts exceptionnels de la présidence irlandaise pour redonner un peu de vie au processus

ies efforts exceptionnels de la présidence irlandaise pour reconstruire un peu de vie au processus économique qui avait été lancé au sommet de Lisbonne, il y a quatre ans de cela.

Je suis, moi aussi, tout à fait d'accord avec ce que viennent de dire le Président et le Chancelier sur le contenu de la lettre que nous allons envoyer. Je souhaiterais néanmoins faire un seul petit commentaire en vous disant que ce que nous cherchons à faire, c'est de faire comprendre à nos citoyens, chez nous, mais également dans toute l'Europe, et vous le savez tous, que l'économie change. Elle change à cause de la mondialisation, des apports en terme de technologie, du vieillissement de la population et tous ces changements ont lieu très rapidement.

Ces changements doivent conduire les Européens, les gouvernements européens, à réagir tout aussi rapidement et à s'adapter aux circonstances nouvelles. Ceci s'applique à la façon dont nous allons aider les gens à sortir d'une situation de chômage, à leur donner la formation dont ils ont besoin, à leur permettre de s'adapter aux entreprises de l'avenir, aux domaines de l'avenir, à travailler dans la recherche, l'innovation, la science. Cela est vrai également de la façon dont nous allons adapter nos systèmes de santé et de sécurité sociale. Dans tous ces domaines, le principe de base est le même, à savoir que nous voulons offrir une sécurité aussi grande que possible à tous nos concitoyens et leur offrir autant de possibilités que possible, malgré la vitesse de changement du monde.

Voilà ce dont nous avons parlé aujourd'hui. Nous savons que nos concitoyens en Europe s'inquiètent de la sécurité, d'un manque d'emploi, des conséquences de la mondialisation. Nos entretiens sur la réforme économique nous permettent de dire à nos citoyens chez nous, et aux Européens dans leur ensemble, que nous devons changer, pour nous adapter à ce monde en changement. Voilà ce que nous avons déjà commencé à faire depuis quelques années, mais il est, à mon avis, essentiel et très important que nous ayons réussi à nous mettre d'accord sur ces sujets. C'est essentiel parce que cela détermine l'avenir de nos concitoyens dans les années à venir. Et encore une fois, merci à tous mes collègues d'avoir accepté de parler de ces sujets avec nous.

QUESTION - Une question à l'ensemble d'entre vous. Il y a beaucoup de voix critiques qui se sont élevées en Europe à propos de cette rencontre, en émettant le soupçon que vous voulez dominer l'Europe. Que leur répondez-vous ?

LE CHANCELIER SCHROEDER - Nous ne voulons dominer personne et encore moins l'Europe. Ce n'est pas la première rencontre à trois, nous nous sommes vus en septembre 2003 et je crois que nous avons donné des impulsions importantes pour l'Europe dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité, impulsions qui ont été ensuite approuvées à l'unanimité par le Conseil européen. Et j'indiquerais simplement que ces échanges d'aujourd'hui intéressent tous les pays d'Europe, d'une façon ou d'une autre, même si les structures sont différentes. Mais fondamentalement, les problèmes se ressemblent partout et nos ébauches de réponses sont des réponses qui seront mises en œuvre dans nos pays, mais qui seront également utiles pour l'Europe.

Ce que nous faisons s'adresse aux hommes et aux femmes de nos pays, s'adresse donc à l'Europe, et ne se dirige contre personne. Voilà pourquoi nous sommes confiants que ceux qui ont émis quelques critiques comprendront bien le sens de cette démarche.

LE PRESIDENT - Je voudrais juste ajouter un mot, parce que je ne comprends pas du tout le sens de cette critique. S'il ne s'agit pas d'une polémique et je ne veux pas penser qu'il pourrait s'agir d'une polémique.

Il y a des réunions, au sein de l'Europe, entre les différents pays, constantes depuis toujours. Les pays nordiques se réunissent régulièrement, de même que les pays du Benelux. De la même façon, nous avons les réunions de Weimar ou de Visegrade. Les réunions franco-allemandes sont constantes, y compris au niveau de l'Etat. Ce n'est pas la première fois que nous nous réunissons à trois, nous avons clairement dit ce que nous voulions. Nous voulons parler des problèmes généraux qui intéressent toute l'Europe et nous voulons faire part de nos conclusions et de nos réflexions de manière positive, pour la préparation du prochain Conseil, à la présidence irlandaise, -qui l'a parfaitement compris et qui s'en est réjoui, à ma connaissance-, et à la présidence de la Commission. Alors, je ne comprends pas du tout ce que l'on peut reprocher à une réunion de

cette nature, reprocher de bonne foi, naturellement.

QUESTION - Monsieur BLAIR, ce sommet a parlé des réformes économiques, notamment de flexibilité de la main d'œuvre. Pourquoi est-il alors nécessaire de limiter l'immigration en provenance des pays candidats de l'Est ? Et si c'est nécessaire, pourquoi est-ce que la Grande-Bretagne applique ces limitations à un stade relativement tardif ?

LE PREMIER MINISTRE BLAIR - Comme vous le savez, une annonce sera faite lundi à ce sujet et je n'anticiperai pas cette déclaration de lundi. Je voudrais simplement souligner l'importance des réformes économiques, et l'importance que cela a pour la Grande-Bretagne, dans le contexte européen. Il y a des millions d'emplois britanniques qui dépendent de l'Europe aujourd'hui, 60% des échanges de la Grande-Bretagne se font avec l'Europe, c'est important pour nous que l'économie européenne fonctionne bien. L'importance d'une telle réunion consacrée aux réformes économiques, c'est qu'étant donné ce rapport entre l'économie britannique et l'économie européenne, et dans la mesure où nous représentons une part aussi importante de l'économie européenne entre nous, il est important de procéder aux changements nécessaires pour donner les meilleures chances aux hommes et aux femmes d'avoir des emplois, de bénéficier de la sécurité, de voir leur niveau de vie augmenter. Voilà ce qui fait l'importance d'une telle rencontre. Parfois les gens ont une vision trop politique de ces choses, non, c'est une priorité économique essentielle pour nos pays, pour l'ensemble du monde.

QUESTION - Vous aurez les uns et les autres des réunions régulières de ce type, régulières sur le mode des rencontres franco-allemandes de Blaesheim ?

LE PRESIDENT - Toutes les réunions qui permettent d'élaborer en commun une certaine vision de ce que nous voulons pour l'Europe de demain et d'en tirer les conséquences sur le plan des réformes à engager, sont positives et donc, nous poursuivrons.

Parler de Blaesheim n'est pas, je crois, approprié. Chacun sait et comprend que la relation entre l'Allemagne et la France a une nature particulière qui n'est pas susceptible d'être exportée, en tous les cas, dans le court terme. C'est une relation très profonde et qui ne s'exprime pas seulement dans les réunions de Blaesheim, mais qui est, je dirais, quasiment quotidienne au niveau des responsables de nos autorités publiques. Donc, on ne peut pas faire la comparaison. Mais, en revanche, je pense qu'une vraie coordination des réflexions entre la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France et ensuite les autres naturellement, est quelque chose d'extrêmement positif, et je remercie le Chancelier d'en avoir pris l'initiative.

QUESTION - Monsieur le Chancelier, vous êtes-vous demandé comment ces réflexions pouvaient trouver une traduction institutionnelle à la Commission, à l'avenir, si cette idée du "super commissaire" aboutit ?

LE CHANCELIER SCHROEDER - Je ne suis pas à l'origine de ce terme de "super commissaire". Mais dans la lettre qui vous sera distribuée, vous trouvez ces propositions. Nous en avons non seulement parlé mais nous avons effectivement pris une décision en ce sens ensemble.

QUESTION - Peut-être pourrions-nous préjuger votre prochaine réunion. Certains pays sont soupçonneux envers l'établissement de ce triumvirat, sans doute à cause de ce qui s'est passé à Bruxelles, au mois de décembre et du mauvais signal qu'il a donné pour l'avenir de l'Europe. Est-ce que vous pensez qu'il faut néanmoins absolument faire avancer la constitution et l'obtenir avant les élections législatives en Grande-Bretagne ?

LE PREMIER MINISTRE BLAIR - Ecoutez, je peux vous dire que nous allons continuer à travailler sur ce sujet. La présidence irlandaise traite très efficacement de toutes ces questions. Alors, vous avez parlé de la coopération entre nos trois pays : je crois pouvoir vous dire qu'il y aura dans l'Europe élargie toutes sortes de formats, de combinaisons, de coopération. Je suis tout à fait d'accord avec ce que le Président vient de dire. La relation franco-allemande est tout à fait particulière et très importante pour ces deux pays.

Néanmoins, nos trois pays ont travaillé ensemble et il faut le reconnaître, nous nous sommes retrouvés, après une période où nous étions de deux côtés différents dans une question de relation internationale. Nous nous sommes rassemblés sur les questions de défense par exemple, parce que c'était important pour notre pays. Quand on a vu nos trois ministres des Affaires

étrangères travailler en Iran, les résultats en ont été tout particulièrement positifs, non pas seulement pour l'Europe, mais pour le monde entier. Donc, nos pays qui représentent presque la moitié de la population européenne mais également plus de la moitié de la richesse européenne doivent travailler ensemble. Et si nous arrivons à travailler ensemble et à définir ensemble les moyens d'aller de l'avant, cela sera bon pour chacun de nos pays, mais aussi pour l'Europe dans son ensemble également.

Il n'y a donc aucune raison, à mon avis, d'avoir l'impression d'être exclus, d'avoir été oubliés. Chacun va continuer à travailler dans différents formats. La relation franco-allemande va être très importante et continuera de l'être. Mais, nous allons définir de nouveaux formats. C'est vrai. Je crois que nous devons toujours et constamment chercher les moyens de rendre l'Europe plus efficace pour chacun de nos concitoyens. C'est cela qui doit nous intéresser. Ce n'est pas juste une question de politique, de diplomatie, il faut avoir et produire des résultats concrets qui vont influencer positivement la vie de nos concitoyens. C'est cela qui les intéresse, dans un monde en changement constant. Ils savent que la mondialisation est un vrai défi et ils veulent savoir que nous travaillons ensemble pour le relever. Et il n'y a aucune raison de s'excuser ou de s'expliquer sur les formats que nous adoptons. Nous allons continuer à travailler chacun dans nos formats les plus efficaces. Je crois que si nous avons réussi à travailler efficacement pour nos pays et pour l'Europe sur la défense, nous allons pouvoir le faire sur les questions économiques.

QUESTION - Je voudrais poser une question à vous tous sur la politique internationale. Est-ce que la question de l'embargo sur les armes en direction de la Chine a été abordée et est-ce qu'il y a accord sur ce point ?

LE CHANCELIER SCHROEDER - Ce thème n'a pas encore été abordé aujourd'hui. Je pense que nous en parlerons au cours du dîner, lorsque nous évoquerons les dossiers européens, sans pour autant arriver à des décisions formelles. On examinera cette question, vous connaissez ma position, celle du Président de la République aussi, ces positions n'ont pas changé.